

Initiatives ministérielles

Je viens de Colombie-Britannique qui, en ce moment, a quelques difficultés avec ses services de santé. C'est vraiment honteux ce que le gouvernement Vander Zalm a fait au système de santé en Colombie-Britannique. La province regorge d'hôpitaux qui ont tout le matériel, les installations et les salles d'opération dont ils ont besoin. Il ne leur manque qu'une chose, du personnel, parce que le gouvernement de la Colombie-Britannique, dirigé par Bill Vander Zalm, refuse d'embaucher des travailleurs ou de leur verser un salaire raisonnable. C'est qu'il ne comprend rien dans sa petite tête de conservateur libéral. Il oublie que, à eux seuls, les beaux immeubles et le matériel n'ont jamais soigné personne, qu'il faut des gens pour prendre soin des patients et qu'il devrait embaucher du personnel afin que les hôpitaux puissent offrir leurs services.

En Colombie-Britannique, les patients doivent franchir la frontière et se rendre à Seattle et à Bellingham, dans l'État de Washington, ou encore à Portland, en Oregon, pour subir des interventions chirurgicales, et cela, même si nous possédons chez nous les installations et le matériel nécessaires. Notre gouvernement possède une bien drôle de liste de priorités.

Le projet de loi dont nous sommes saisis vient appuyer la politique concernant les programmes sociaux tout à fait insensée que préconisent certaines personnes, comme Bill Vander Zalm. J'invite mes collègues libéraux à voter en faveur de cette motion et contre ce projet de loi afin que nous puissions continuer d'améliorer les programmes sociaux de notre pays.

M. Rod Laporte (Moose Jaw—Lake Centre): Madame la Présidente, j'interviens moi aussi pour débattre cette motion qui porte sur une question fondamentale pour notre pays. J'ai toujours cru, et je crois que de nombreux Canadiens partagent mon avis, que la santé et l'enseignement figurent parmi les programmes les plus essentiels de notre société. Quand un gouvernement décide de ne pas en tenir compte, il met en péril l'avenir même du pays. Quelle sorte de nation sommes-nous si nous ne tenons pas à éduquer le plus possible notre population et à l'encourager à aller de l'avant? Pour ce faire, il faut que les gouvernements fédéral et provinciaux s'engagent à appuyer l'enseignement.

La santé est un autre domaine crucial pour une société. Avec les progrès technologiques et les perspectives d'avenir, il faut que tout gouvernement prenne un

engagement important envers la santé. Malheureusement, celui-ci a échoué sur les deux fronts.

Environ 19 milliards de dollars sont transférés chaque année aux provinces, quelque 70 p. 100 de ce montant, ou 13,3 milliards de dollars, étant consacré à l'assurance-hospitalisation et à l'assurance-maladie. Or, ce projet de loi a pour effet de bloquer aux niveaux actuels les transferts fédéraux pour les deux prochaines années financières, 1990-1991 et 1991-1992. Par la suite, les transferts augmenteront au taux du PAB, moins 3 p. 100.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement mine la santé et l'enseignement de cette façon. En 1986, ce même gouvernement avait réduit de 2 p. 100 le taux de croissance des dépenses en matière de santé et d'enseignement. C'est là qu'il a commencé à réduire son appui par rapport au Produit national brut.

Ce projet de loi aura pour effet de réduire de 7,3 milliards de dollars les transferts fédéraux entre 1991 et 1994-1995. Avec les réductions de 1986, le montant total qui aura été supprimé entre 1986 et 1995, selon les calculs de la Bibliothèque du Parlement, sera d'environ 29 milliards de dollars.

Quelles en sont les répercussions? Elles sont désastreuses. Je connais le cas d'une famille de ma circonscription, les Atfields, qui habitent à Lanigan, en Saskatchewan. M^{me} Atfield a écrit plusieurs fois sur cette question et s'est prononcée publiquement. Dans un article paru dans le journal de Lanigan il n'y a pas très longtemps, elle a dit qu'au Princess Margaret Hospital de Toronto—où on effectue des greffes de moelle épinière, qui sauvent des vies—les compressions ont été telles qu'il a fallu annuler 10 interventions dans une année. Son mari, Kevin, était atteint d'un cancer des os et avait besoin d'une greffe. Il devait être opéré en février, mais a dû attendre jusqu'en juillet. Pendant cette période, son état a atteint un stade critique et la greffe de moelle osseuse n'a pas réussi.

Elle écrit que selon des oncologues de Saskatoon et de Toronto, si la greffe avait été effectuée au moment prévu, les chances de succès auraient été beaucoup plus grandes et l'intervention aurait probablement réussi. Elle écrit: «Parce que la greffe a été reportée, la leucémie de Kevin lui coûtera probablement la vie.»

Ce matin, j'ai téléphoné à M^{me} Atfield pour en discuter. J'ai appris que Kevin était décédé ce matin-même. C'est une tragédie. En tant que député, on se sent impuissant. Il faut prendre un engagement ferme en faveur des soins de santé. Il faut faire face à la réalité. Il